

Abdication de Juan Carlos ou le *Games of thrones* ibérique

Lundi 2 juin, l'Espagne apprenait que son roi, Juan Carlos Ier, après 39 ans de règne, abdiquait en faveur de son fils, le futur Felipe VI. Son règne aura duré autant que la dictature qui l'avait fait monter sur le trône¹.

Les Espagnols ne s'y attendaient pas dans la mesure où le roi avait, dans son dernier discours de fin d'année, insisté sur sa volonté de rester au service de son peuple. Or, nous apprenons aujourd'hui de la Maison royale que l'idée d'abdiquer n'était pas neuve : elle avait été annoncée au palais et dans les cénacles politiques dès le mois de janvier. Cependant, aucune publicité n'en avait été faite, afin de ne pas détourner l'attention de la campagne électorale européenne.

Et pourtant si l'on creuse un peu, des éléments viennent semer le doute sur cette version des faits...

Tout d'abord, les paroles prononcées par le monarque lui-même dans son discours de Noël précité : « En tant que roi d'Espagne, je veux vous faire part de ma détermination à continuer à favoriser la coexistence civique par l'exercice fidèle de mon mandat et des compétences que l'ordre constitutionnel m'attribue. » A la lecture de ces lignes, il est difficile d'imaginer qu'une abdication entrerait dans les plans du roi, en particulier à si court terme. Cette dernière se serait apparentée à une défaite personnelle, chose difficilement envisageable pour l'homme porté au pinacle après les événements du 23F².

Ensuite, le moment choisi semble indiquer une inquiétude du palais. En effet, l'annonce est faite une semaine après les élections européennes qui ont vu reculer de manière significative le bipartisme classique (PP-PSOE) au profit de petits partis telles que Izquierda Unida et d'une formation qui a créé la surprise : Podemos. Les sièges des deux grands partis cumulés atteignent à peine les 50% des députés européens espagnols³. Le résultat du PSOE est l'un des plus mauvais scores jamais réalisés par un parti dans l'opposition. Pourtant, les réformes socio-économiques impopulaires prises par le PP auraient dû lui profiter. On peut penser que, pour le palais, la conclusion est claire : le bipartisme prend eau de toute part, tandis qu'émergent des partis de gauche, proches des mouvements citoyens (Indignés, PAH,...) ; il devient dès lors urgent de s'adapter à cette nouvelle donne. D'autant plus que l'institution royale chute dans les sondages. Sa popularité était ainsi estimée, en 2011, à 4,8 sur une échelle de 10⁴. En 2013, elle plongeait à 3,6. Les éléphants botswanais et, surtout, les scandales financiers de son beau-fils et de sa fille ont ici très certainement joué un rôle.

D'une manière plus générale, il se pourrait que les élites espagnoles aient pris conscience qu'elles ne sont plus face à une simple crise économique, mais bien face à un régime qui tombe en

¹ Si l'on compte à partir du coup d'Etat du 17-18 juillet 1936.

² 23F: c'est ainsi que les Espagnols appellent le coup d'Etat manqué du 23 février 1981. Pour rappel, le discours royal transmis en radio et en télévision à 01:08 le 24 février met fin au putsch.

³ PSOE : 14, PP : 16 sur un total de 54 sièges. En 2009, ils en avaient engrangé respectivement 23 et 24. Source : <http://resultados.elpais.com/elecciones/europeas.html>, consulté le 12 juin 2014.

⁴ http://www.eldiario.es/piedrasdepapel/REY-Monarquia_6_266733349.html, consulté le 12 juin 2014.

lambeaux. Pourquoi, dès lors, ne pas servir du sang neuf et une nouvelle *Transicion*⁵ au peuple qu'on endormira avec de belles histoires et de magnifiques sourires royaux sur papier glacé ? Fort bien, mais, le temps presse. En effet, dès l'annonce de l'abdication, une partie des Espagnols est descendue dans la rue pour demander haut et fort un référendum sur le maintien de la royauté. Or, ce qu'il faut éviter à tout prix, c'est que les gens pensent... Penser, c'est bien connu, donne des idées, parfois dangereuses.

La couronne peut cependant compter sur deux alliés : d'une part, le PP, traditionnellement monarchiste, actuellement au pouvoir et d'autre part, le PSOE, dans l'opposition et qui a depuis longtemps oublié ses racines républicaines⁶. A deux ils ont la majorité nécessaire pour asseoir Felipe sur le trône sans s'embarrasser de l'avis de la population. En effet, de leur point de vue un référendum est inutile puisque la Constitution de 1978 règle la succession. Si l'on veut changer les règles du jeu, il conviendrait de la réviser plutôt que de consulter le peuple.

Cela étant, pour comprendre la situation actuelle, il convient de se pencher sur ce que Juan Carlos Ier représente pour l'Espagne. Certes, en tant que monarque, il est le garant de l'unité du territoire et de la stabilité des institutions ; il est également le premier ambassadeur du pays à l'étranger. Mais il ne faut pas oublier que le monarque a été mis sur le trône par Francisco Franco, Caudillo par la grâce de Dieu. Ce que l'on tend à oublier, c'est que la couronne a été imposée aux Espagnols par des militaires qui leur faisaient une clef de bras en leur murmurant à l'oreille que c'était à prendre ou à laisser. A bien y regarder, le peuple espagnol aurait peut-être dû s'affranchir bien plus tôt de ce roi, héritier d'une dictature sanguinaire. Ceci dit, l'Espagne de l'époque n'était pas celle d'aujourd'hui. A la fin des années 70, la parole n'était pas libre, la classe politique était franquiste et des attentats d'extrême droite semaient la panique⁷.

Aujourd'hui, loin de la menace du franquisme, la monarchie apparaît à beaucoup comme une institution obsolète et illégitime. Le coup d'Etat de 1936 a renversé une République qui se voulait sociale et redistributive. Pétrie d'idéaux progressistes, elle encourageait l'émancipation. C'était un projet de démocratie participative qui visait à réduire les inégalités sociales et économiques. Dans un pays où des familles sont expulsées de leur logement au profit des banques, où les réformes creusent chaque jour davantage le fossé des inégalités et où l'Etat criminalise les protestations citoyennes, la République ne peut apparaître, à certains, que comme LA solution. C'est sans doute nourrie de cet imaginaire qu'est née la revendication d'un référendum.

Quoi qu'il en soit, ce que les Espagnols souhaitent par dessus tout, c'est exprimer leur opinion. Il n'est, par ailleurs, pas du tout certain que le résultat du référendum serait en défaveur de la couronne ; ce qui est en revanche sûr, c'est que sa tenue assoierait la légitimité du futur

⁵ En Espagne, la Transition fait référence au processus qui a permis de passer du franquisme à un régime démocratique. Les dates de début et fin de cette période font encore aujourd'hui l'objet de controverses.

⁶ Le PSOE risque de perdre encore davantage de plumes dans la mesure où une partie de sa base et certains de ses élus plaident pour un référendum dont le président, Rubalcaba, ne veut entendre parler. Ce dernier a d'ailleurs demandé à ce que tous les élus votent

⁷ Attentats perpétrés par des groupuscules d'extrême droite entre la mort du dictateur et le début des années 80. Le carnage d'Atocha est sans doute l'attentat le plus connu.

monarque⁸. Hélas, depuis l'annonce de l'abdication, la classe politique reste sourde à cette demande et ne se lasse de répéter, aidée en cela par la presse « sérieuse », que la « popularité » de la maison royale n'est plus à démontrer. Mais est-ce de « popularité » que les gens descendus dans les rues parlent ou de « légitimité » ? Une fois encore, le hiatus entre élites et population s'accroît. Beaucoup d'Espagnols sont las qu'on leur oppose la maxime *tout pour le peuple et rien par le peuple*.

⁸ Le scandale Nóos (accusation de malversations, de fraude, de prévarication, de faux et de blanchiment d'argent), auquel est mêlé le gendre et qui éclabousse la fille du roi, est une véritable épée de Damoclès qui pèse sur le palais de la Zarzuela.